



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

20 novembre 2015

L'absence du territoire malgache du président de la République et du Premier ministre ainsi que des deux responsables au niveau de la Primature a fait couler beaucoup d'encre dans la presse, ce jour. Par ailleurs, les échos des préparatifs des élections sénatoriales ainsi que le décaissement de plus de 42 millions de dollars par le FMI en guise de Facilité de crédit rapide pour Madagascar ont également intéressé les journaux parus aujourd'hui.

## Processus électoral

### LA CENIT EN PASSE DE TIRER SA REVERANCE

La publication des résultats provisoires des élections partielles marquera la fin de service de la CENIT, comme l'a annoncé Ndriana Mamy Ralaiharity, président de l'organe. Pour l'heure, les démembrés de la CENIT entreprennent la publication des résultats provisoires. La passation avec le président de la CENI, Hery Rakotomanana, aura lieu incessamment. La CENIT cèdera alors la place à la CENI. Pour sa part, cette dernière a déjà entamé l'organisation des élections sénatoriales. En effet, alors que la période de dépôt des dossiers de candidature aux sénatoriales a pris fin le 16 novembre dernier, la CENI annonce déjà la sortie de la liste des électeurs pour le 29 novembre prochain. (L'Express de Madagascar p.5)

- Concernant le financement de ce scrutin, le numéro un de la CENI a fait savoir qu'aucune promesse d'appui budgétaire étranger n'a encore été reçue, car l'entretien qu'il a eu avec l'USAID et le PNUD n'a débouché sur aucune réponse visant à conclure un accord réel. Les fonds utilisés dans le cadre de ces sénatoriales proviendront donc essentiellement des caisses de l'Etat et de l'organe en charge de l'organisation des élections. (Madagascar-Laza p.2)
- La Vérité estime que la CENIT fait place à son successeur avec deux ans de retard, dans la mesure où le régime aurait dû dissoudre cette institution dès la fin de la période transitoire. (p.3)
- Durant les quatre années de son mandat, la CENIT n'a pas été exempte de reproches. A titre de rappel, la défaillance de la dernière liste électorale, qui a souffert d'un grand nombre d'omissions et de doublons avait été relevée. Une situation qui a failli se solder, lors du premier tour des présidentielles, par des émeutes dans les bureaux de vote. Sans parler des suspicions de fraudes que l'organe n'a pas su annihiler. Toutefois, une certaine performance de la CENIT peut lui être attribuée, car les élections se sont déroulées sans heurt majeur, malgré la situation tendue qui a prévalu. (L'Express de Madagascar, p.5)
- Le KMF/CNOE a pointé du doigt la décision de la CENI de fixer le nombre de bureaux de vote à 1695, pareillement à celui des communes. La société civile a argumenté que le secret et la liberté de vote risquent de ne pas être respectés si les quelques grands électeurs à ces sénatoriales, c'est-à-dire les conseillers municipaux et les maires, doivent voter au sein même de leur propre bureau. Avec ce procédé, le choix de l'électeur peut être directement identifié. (L'Express de Madagascar p.5)
- La CENI n'est pas restée indifférente à la critique du KMF/CNOE. Son président, Hery Rakotomanana a riposté pour dire que son expérience en tant que citoyen a été assez longue pour lui permettre de discerner une élection libre et transparente d'une élection qui ne l'est pas. Et

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*d'ajouter que le nombre de bureaux de vote a été établi selon un souci d'ordre technique mais aucunement d'ordre politique. (Les Nouvelles, p.3, Madagascar-Laza, p.3)*

## SENATORIALES : DEUX LISTES DE CANDIDATS RECALEES A ANTANANARIVO

*Après vérification des dossiers de candidature, l'Organe de vérification et d'enregistrement des candidatures de Nanisana a tranché pour l'élimination de deux listes de candidats pour la province d'Antananarivo. Il s'agit de la liste de l'association des victimes du 7 Février et de celle de l'association Princesse d'Avaradrano. Pour motif, le président de l'organe, Jacob Rajaobelina soulève la non-régularisation des dossiers dans les délais impartis par la loi. En outre, les dossiers de plusieurs candidats en lice dans la province d'Antananarivo comportent des anomalies se rapportant au certificat de régularité fiscale, au certificat d'inscription sur la liste électorale ou encore à l'âge légal de certains colistiers. Ces associations devaient encore régulariser leur cas avant 17 heures, hier. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar-Laza p.3, Tia Tanindrazana p.3)*

## Politique

### L'AMBASSADE SUD-AFRICAINE EN VISITE A LA MAIRIE D'ANTANANARIVO

*La mairesse d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana a reçu l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Madagascar, Gert Johannes Grobler. Ce dernier qui, de prime abord, a tenu à saluer la première magistrate d'Antananarivo pour son élection à la mairie, a également saisi l'occasion pour inviter Lalao Ravalomanana à se rendre à Pretoria. Le diplomate a également signifié la volonté du gouvernement sud-africain de consolider et de développer activement les relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar. Des discussions sur d'éventuelles coopérations entre les deux capitales ont déjà été entamées et pourront probablement aboutir sur un protocole d'accord. En outre, la concrétisation de projets dans les secteurs tels que le logement, la planification urbaine, l'hygiène, l'eau, le traitement des déchets et la sécurité ont été discutés lors de cette entrevue. Aussi, l'ambassadeur a annoncé que des délégations issues du gouvernement sud-africain ou du secteur privé, en quête de coopérations et d'opportunités à Madagascar viendront incessamment frapper à la porte de la Mairie. (Midi Madagasikara p.3, L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.2, Madagascar-Laza p.3, Tia Tanindrazana p.3)*

### JEAN RAVELONARIVO CONVOQUE SON DIRECTEUR DE CABINET A PARIS

*Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a quitté d'urgence le pays, samedi dernier, pour effectuer un contrôle médical « systématique » à Paris. Etant toujours présent dans la capitale française, le numéro un du gouvernement y a fait venir son directeur de cabinet. Ce dernier quittera le pays ce jour pour revenir lundi. (Midi Madagasikara p.2)*

- *La Primature n'a pas démenti les rumeurs selon lesquelles le Premier ministre aurait quitté Paris après les attentats terroristes. Par ailleurs, Midi Madagasikara a fait remarquer que le secrétaire général du Gouvernement, Zafinandro Armand est également absent de la Grande île. Ayant été victime d'un malaise cardiaque, il a été évacué d'urgence à La Réunion le 12 novembre dernier. Avec le départ du directeur de cabinet du Gouvernement, les trois hauts responsables de la Primature sont absents du pays, sans savoir lequel des responsables au sein de l'entité assure l'intérim au niveau de l'institution. Sans parler du président de la République*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



qui se trouve également à l'étranger. Le quotidien ne cache pas son inquiétude quant au sort de la gestion des affaires du pays, puisqu'un certain nombre de décisions importantes est en suspens à cause de « la longue absence du Chef de l'Etat ». Le conseil des ministres hebdomadaire qui devait se tenir mercredi n'a pas eu lieu, ce qui semble arranger certains hauts responsables de l'Etat, de l'avis de **Midi Madagasikara (p.3)**.

- **La Vérité** s'interroge sur les raisons de cette vacance de pouvoir. En principe, une absence effective au sommet de l'Etat devrait se présenter comme étant la dernière option à considérer, c'est-à-dire s'il y a cas de force majeure. (p.2)

## EXAMEN DE LA LFR 2015 A TSIMBAZAZA, CE JOUR

La Loi de finances rectificative (LFR) 2015 sera soumise pour examen et débats à l'Assemblée nationale, ce jour. La sécurisation et l'amélioration des droits de douane et des recettes fiscales figurent parmi les mesures que le gouvernement envisage de faire adopter. L'augmentation des dépenses sociales, faisant la priorité sur les projets liés à la protection sociale, fait partie des mesures prises dans ce projet de texte. (Les Nouvelles p.3, La Vérité p. 3)

- Certains députés estiment que l'adoption du texte ne pourrait être qu'une formalité car l'Exécutif a déjà pris des engagements au préalable. (La Vérité p.3)
- **Madagascar-Laza** a signalé que le gouvernement peut toujours procéder, par voie d'ordonnance, à la régularisation des dépenses, si jamais le projet de loi n'est pas adopté par les députés de l'Assemblée nationale (p.2)

## Economie et société

### FEU VERT DU FMI POUR LE DECAISSEMENT DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le 18 novembre dernier, le décaissement de 42,1 millions de dollars pour Madagascar à titre de Facilité de crédit rapide ou FCR. Cette décision s'inscrit dans un souci d'appui aux autorités malgaches afin que celles-ci puissent satisfaire les besoins urgents de financement de la balance de paiement, précise le communiqué du FMI. Bien que le directeur général adjoint du FMI ait reconnu la réussite des politiques de préservation globale de la stabilité macroéconomique et de viabilité des dettes durant ces six derniers mois, la situation économique de Madagascar reste insatisfaisante. En effet, l'organisme international n'a pas manqué de faire le constat des difficultés économiques auxquelles la Grande île fait encore face. Ont été cités, la baisse des cours des produits de base, les chocs climatiques et les faiblesses structurelles, qui n'ont pas permis le décollage de la reprise économique initiée en 2014. Ajoutant à cela, la faiblesse de l'investissement privé. Aussi, des conditionnalités ont été imposées à ce financement, en l'occurrence l'amélioration de la qualité des dépenses publiques par l'élimination des subventions sur les carburants. Des mesures devront également être prises afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés antérieurs d'une part, et pour apurer les arriérés existants dans les plus brefs délais, d'autre part. (Midi Madagasikara p.4, L'Express de Madagascar p.6, Les Nouvelles p.18, Madagascar-Laza p.7, La Vérité p.4, La Gazette de la Grande Ile p.9)

- Le ministre des Finances et du Budget, Gervais Rakotoarimanana a fait remarquer que ce financement marque le retour de la confiance des bailleurs de fonds envers les autorités

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



malgaches. Il n'a pas été facile de parvenir à ce stade, aussi faut-il défendre les acquis et œuvrer pour le développement du pays. (Midi Madagasikara p.4)

## **CORRIDOR MINIER ET PETROLIER : TROIS NOUVELLES EXPLOITATIONS D'ICI QUATRE ANS**

Le directeur général des Mines et du Pétrole au sein du ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole estime qu'une évolution du secteur minier à Madagascar est à espérer. En effet, des projets d'exploitation de ressources minérales de grande envergure sont annoncés. D'ailleurs, des projets sont déjà en cours de lancement, à l'instar de l'exploitation d'ilménites à Andranobe (Toliara Sands), et le projet Fisco pour l'exploitation de fer à Soalala et le charbon de la Sakoa. Ce responsable a fait savoir que des structures visant à faciliter la mise en œuvre de ces projets sont en cours de mise en place. (Midi Madagasikara p.5)

- Pour faire taire les polémiques autour des activités des industries minières à Madagascar, le Cercle de réflexion des économistes à Madagascar a souligné, lors d'une conférence organisée hier, que « les investissements miniers ne créent pas de chiffres d'affaire pour le pays. » (Les Nouvelles p.18)

### **Relations internationales**

#### **FORUM SUR LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT ROYAUME-UNI/MADAGASCAR**

Le Forum sur le commerce et l'investissement Royaume-Uni/Madagascar s'est tenu hier, à Londres, dans l'optique de la Conférence des bailleurs qui se tiendra en mars 2016, à Paris. Ce fut l'occasion pour la délégation conduite par le président de la République de faire l'apologie du potentiel qu'offre la Grande île, en termes d'investissements. Aussi, lors d'une séance de questions-réponses avec la presse, Hery Rajaonarimampianina a relaté les domaines d'opportunité tels que le secteur minier, l'agriculture, l'énergie et l'industrie, sans manquer de soulever l'abondance de main-d'œuvre jeune et dynamique. Malgré l'opération de charme, le président de la République a été contraint de faire face à des questions se rapportant à l'atmosphère politique instable à Madagascar, notamment sur les mésententes entre l'Exécutif et le Législatif. Le Président a tout de suite répliqué en mettant en avant son Mémoire de stabilité, signé par 90 députés comme garantie d'une stabilité. Il a soutenu que « les députés se sont trompés parce qu'ils pensaient gagner. Aujourd'hui, ceux qui voulaient ma déchéance sont revenus à moi pour que nous puissions travailler ensemble au développement du pays. »

(Midi Madagasikara p.3, L'Express de Madagascar p.3, Les Nouvelles p.2, Madagascar-Laza p.10, L'Observateur p.2)

### **Format de couverture**

L'Observateur a dédié une page entière à l'interview du directeur de l'Imprimerie nationale, Angelson Randriamboavonjy. Cet administrateur des services financiers et spécialiste en sociologie politique a livré une analyse des maux qui bloquent le développement économique de la Grande île, dans tous les domaines. Selon lui, le problème malgache est, avant tout, un problème d'homme d'Etat. Il est facile pour les dirigeants d'accéder au sommet de l'Etat car personne n'exige à ces personnalités qui aspirent à des postes politiques qu'ils fassent leur preuve en matière d'administration publique. Certains ne sont

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité

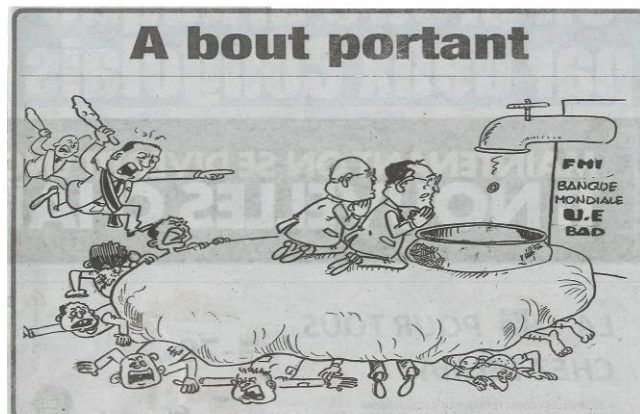


même jamais passés par des mandats électifs et deviennent Présidents de la République. Par contre, une fois arrivés au pouvoir, on exige à ces mêmes politiciens d'adopter la bonne gouvernance dans la gestion de l'administration et des affaires nationales. (p.3)

## Style et déontologie

**Midi Madagasikara** a consacré un article intitulé « Précision du ministère de la Défense nationale » en guise de droit de réponse du ministère de la Défense. Pour rappel, l'article intitulé « Réunion secrète d'officiers à Ambatomirahavavy : les colonels Fidy Rafaliarison et Lylison René dans le collimateur » paru le 18 novembre 2015 mentionnait que les deux officiers supérieurs étaient surveillés de près par leur camp militaire d'origine depuis avril. Face à ces allégations, le ministère précise que Rakotozafy Dominique, ministre de la Défense nationale, n'a donné aucune consigne en ce sens aux services de renseignements de la Gendarmerie et de l'Armée. Aussi, le haut gradé a fait part de son regret de ne pas avoir été consulté par la presse pour les besoins du recoupement des informations destinées à être publiées, tout en mentionnant que le ministère est ouvert aux médias. (p.2)

## Un peu d'humour



## La Vérité, p.2

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**